

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

d'une baisse de chômage chez les jeunes. Trop de jeunes sont encore sans emplois pour que l'on s'assoie sur ses lauriers. Les décrocheurs ne sont pas tous des jeunes qui ne sont plus intéressés aux études. Plusieurs doivent décrocher parce qu'ils ne peuvent se payer des études collégiales et universitaires.

Dans plusieurs régions du Canada, le taux de chômage s'élève à des niveaux inacceptables. Cela est vrai même au Québec où il se situe à 13,7 p. 100 chez les jeunes. Rien ne justifie une telle stagnation.

Le gouvernement conservateur n'ayant pas su profiter du répit des dernières années, je crains énormément ce qui pourrait arriver en cas de récession ou même en cas de stabilisation de la croissance économique canadienne. Malheureusement, les jeunes sont toujours les plus vulnérables lorsque les problèmes surgissent.

Madame la Présidente, je suis inquiet quant à l'avenir réservé aux jeunes dans un contexte de libéralisation des échanges avec nos partenaires américains. Croyant fortement dans les initiatives de nos jeunes Canadiens, j'espère que le gouvernement mettra en place les mécanismes nécessaires pour que nos jeunes entrepreneurs se classent parmi les géants et les forts. Je m'interroge également sur les conditions de travail réservées à nos jeunes dans une économie où la concurrence sera aussi forte. Les entreprises canadiennes devront sabrer quelque part si elles veulent tenir le coup. Ce sont évidemment les jeunes qui seront les premières victimes de ces coupures.

Le gouvernement devrait songer dès maintenant à la mise sur pied de mesures particulières pour préparer les jeunes à ce nouveau contexte, à défaut de quoi, notre jeunesse canadienne se retrouvera rapidement ensevelie sous une vague d'américanisation.

Malheureusement, le gouvernement canadien n'agit pas dans ce sens et personne au sein de ce gouvernement ne se préoccupe vraiment des jeunes, pas même le ministre d'État (Jeunesse). On se montre tellement optimiste dans ce gouvernement qu'on en oublie souvent l'essentiel.

Le ministre des Finances (M. Wilson) s'est amplement félicité dans son document budgétaire du fait que certains aspects de l'économie sont meilleurs que prévus. Et si on fait référence à son intervention en 1984, il mentionnait à l'époque qu'il diminuerait les dépenses et qu'il n'augmenterait pas les impôts.

Et Alain Dubuc nous dit que son Budget, en parlant du récent Budget du ministre des Finances, et je cite: «Son Budget n'est qu'un texte de 13 pages et demie dont 12 sont consacrées à l'apologie du gouvernement conservateur, comme s'il s'agissait d'un dépliant politique que l'on distribuera de porte à porte.»

Et parmi les autres citations d'Alain Dubuc: «Les occasions ratées» par le gouvernement conservateur... il mentionne: «Et c'est d'autant plus inquiétant que le gouvernement conservateur a pris le pouvoir à une période idéale pour nettoyer les finances publiques. Le Canada a connu cinq années consécutives de croissance économique, une conjoncture rêvée pour réduire le déficit.

Pourquoi n'y est-on pas arrivé? Sûrement pas parce que le ministre des Finances est incompetent, mais plutôt parce qu'il est membre d'un gouvernement qui a peur de son ombre.»

L'amélioration de notre situation économique est en grande partie attribuable au fait que depuis six ans maintenant le

monde entier se remet d'une récession mondiale qui l'a frappé très durement. Le gouvernement conservateur a bénéficié des bases solides du gouvernement précédent qui avait fait face avec succès à une récession extraordinairement difficile. En outre, le gouvernement et l'économie bénéficient d'un accroissement de la consommation. De grands épargnants qu'ils étaient, les Canadiens consomment maintenant davantage.

Malgré cela, on a réussi à manquer le bateau à plusieurs égards avec le dernier Budget. On traite le déficit de façon malhonnête. On ne vient pas en aide aux plus démunis, on impose davantage les Canadiens et les Canadiennes et, finalement, on donne des prévisions irréalistes quant à l'économie canadienne.

En effet, les pronostics du ministère des Finances semblent tellement optimistes qu'il faut les prendre avec un grain de sel. Il y a énormément d'exagération.

La grande majorité des économistes se montrent beaucoup plus modérés. Malheureusement, ce sont toujours les plus démunis des Canadiens qui paient la note lorsque l'économie va moins bien. Les jeunes sont également toujours vulnérables.

• (1640)

Lorsque le nombre d'emplois diminue, lorsque l'on effectue des coupures dans les programmes, ce sont les premiers à en souffrir.

Madame la Présidente, ce gouvernement conservateur a clairement démontré qu'on ne pouvait lui faire confiance. Ce gouvernement avait pris des engagements qu'il n'a pas tenus. Il s'agissait d'engagements importants pour le Canada. On avait promis de ne pas augmenter les taxes, on avait promis de diminuer le déficit. Après trois ans et demi, on constate que l'imposition des Canadiens se situe à un niveau très élevé et que le déficit n'a pas bougé de façon significative. On continue pourtant à chanter sur tous les airs que tout va bien. On distribue des documents qui sont environ 18 pouces d'épaisseur et qui ne disent rien, sinon décrire de façon vantarde et inexacte les réalisations du gouvernement. Ce Budget fut un document électoral, imprimé aux frais des contribuables, et certes pas très honnête.

Malgré cet état de faits, madame la Présidente, et je termine, on nous demande d'accorder au gouvernement un pouvoir d'emprunt de 25,3 milliards de dollars. Si cet argent pouvait servir, encore, à venir en aide aux démunis et aux jeunes Canadiens, je dirais d'accord, en pensant que le gouvernement veut reprendre le chemin perdu. Mais cela n'est pas le cas. C'est pourquoi, sans vouloir retarder indûment l'adoption de ce projet de loi, je suis contre, parce qu'il n'apportera rien de mieux aux Canadiens et Canadiennes, rien de mieux aux jeunes, et parce qu'il constitue la preuve tangible d'une fort mauvaise gestion de ce gouvernement.

Madame la Présidente, la population est en droit de s'inquiéter et de craindre la pénible situation dans laquelle les conservateurs ont placé le Canada, malgré tous les avantages économiques dont elle avait la chance de bénéficier. Personnellement, je suis profondément déçu, madame la Présidente.

**M. Tardif (Richmond—Wolfe):** Madame la Présidente je voudrais, dans un premier temps, féliciter mon confrère pour